

# Mélenchon va-t-il virer le responsable LFI de Mayotte, Mikidadi Abdullah ?

écrit par Christine Tasin | 29 avril 2023



En voilà un homme pragmatique ! Je serais même tentée de dire qu'il a du bon sens. Mais s'il avait vraiment du bon sens, serait-il chez Méluche ? Il se passe de drôles de choses à Mayotte.

Question subsidiaire : puisque Mayotte est, de façon évidente, un essai de ce que la France est en train de devenir, va-t-on voir sous peu Sandrine Rousseau appeler elle aussi à mettre des murs autour de la Métropole pour empêcher les « voyous » dont parle Mikidadi Abdullah d'entrer chez nous ?

Ben oui, les zozos, il y a l'idéologie et il y a le réel... Et quand il vous saute à la gorge... le sentiment de priorité, d'urgence vitale est plus fort que l'endoctrinement politique ! Nous avons gardé notre cerveau reptilien qui a pour rôle de nous garder en vie et donc... de réagir au danger !

Et donc notre Mikidadi Abdullah de réclamer carrément... la fermeture des frontières et de traiter les migrants de voyous ! Arrêt cardiaque assuré chez Méluche ? Si seulement... mais les mauvaises bêtes, c'est résistant.

En tout cas, sont pas contents, à « Révolution permanente », ils qualifient notre homme de « réactionnaire », la pire des insultes ! Qu'est-ce qu'on se marre ! M'est avis que Mikidadi Abdullah va très vite devoir émerger au RN ou à R !

On se marrera en passant devant l'incurie historique et politique des auteurs des discours de « Révolution permanente » qui en sont encore à réclamer le droit à l'autodétermination de toutes les colonies françaises... à Mayotte qui a librement, par referendum, choisi de rester dans la République. A Mayotte devenue l'Eldorado de milliers de Comoriens (et autres Africains) désireux de venir vivre dans « l'Etat colonial français ». Qu'est-ce qu'on se marre,

quand même, dans ce bordel ! Malgré tout.

On pointera néanmoins du doigt les énormes fautes des gouvernements français. D'abord d'avoir proposé et appliqué un referendum. Ensuite de ne pas avoir mis les points sur les i avant le dit referendum, en annonçant que, la France étant une République laïque, tous les signes distinctifs de religion quels qu'ils soient, devraient disparaître dans l'espace public... Ça aurait peut-être coupé court l'attraction de la France. Mais comme on n'a pas été fichus de le faire dans la Métropole, aucune raison pour que cela se fasse dans les départements d'Outre-mer, n'est-ce pas ?

Sur ce sujet on lira avec intérêt l'article de notre ami quebécois Richard Rousseau sur la laïcité, qui remet les choses en place. Il est certain que, après 1905 nous aurions dû interdire dans l'espace public toute nouvelle construction d'édifice religieux, tout étalage d'insigne religieux, toute visibilité de la religion. Cela aurait limité l'attractivité de la France pour les anciennes colonies et donc l'invasion migratoire devenue le Gigantesque Remplacement.

<https://resistancerepublicaine.com/2023/04/29/vu-du-quebec-la-necessite-de-la-laicite/>

***Wuambushu : le porte-parole  
LFI de Mayotte refuse de  
dénoncer l'offensive et***

# appelle à fermer les frontières

Peu avant le démarrage de l'opération militaro-policière « Wuambushu » à Mayotte qui s'annonce ultra-brutale contre les immigrés de l'île, Mikidadi Abdullah représentant local de la France Insoumise invité sur Mayotte la lère a refusé de dénoncer l'opération. **Pire, il a appelé à durcir la répression et à fermer les frontières de l'île.**

« Je ne peux pas me prononcer pour ou contre » l'opération militaire « Wuambushu » a affirmé, Mikidadi Abdullah, représentant de la France Insoumise à Mayotte, [le 21 avril dernier](#). Ce refus de prendre position et de dénoncer l'opération militaire qui se déploie en ce moment sur l'île était en soit **scandaleux**. Pourtant, le porte-parole insoumis est allé bien plus loin encore en affirmant : « **s'il s'agit d'arrêter les voyous**, je dis bravo. Mais je rappelle que nous avons une surpopulation carcérale. Alors si c'est pour les relâcher après Wuambushu je ne suis pas d'accord » et de continuer « est-ce qu'on va fermer les frontières ? Si les Kwassas reviennent, où est l'intérêt de Wuambushu ? ».

Une prise de position qui appelle clairement à durcir la répression menée à l'encontre des migrants à Mayotte, et à relayer la **criminalisation de la jeunesse immigrée** de l'île. Alors qu'il affirme ne pas savoir ce qu'est « Wuambushu », le député appelle en définitive à ce que l'opération militaire en cours soit réellement exécutée et effective, appelant même Darmanin à aller plus loin et à fermer les frontières.

## **Le porte-parole LFI de Mayotte s'aligne avec les positions ultra-**

# **réactionnaires**

A travers cette position, le porte-parole de LFI à Mayotte ne fait ni plus ni moins que s'aligner avec les **discours xénophobes et sécuritaires** qui pullulent dans la classe politique locale mahoraise, relayés par la droite et l'extrême droite hexagonale. En effet, cette opération lancée par Darmanin et le gouvernement prévoit l'expulsion de milliers d'immigrés ainsi que la destruction de l'habitat informel de l'île où vivent de nombreux immigrés et Mahorais.

Une opération menée à coup de grands renforts sécuritaires et policiers avec des unités spéciales de police envoyées depuis l'hexagone pour expulser et déloger les immigrés de Mayotte. Dont notamment les policiers de l'unité CRS 8 envoyée par Darmanin à Rennes. Ce dimanche, en guise de « préparation » à l'opération, les policiers de la CRS 8 envoyés depuis l'hexagone ont d'ailleurs déjà fait usage de leur arsenal de guerre à Mayotte avec des **tirs à balles réelles** face à des jeunes de quartiers informels. De quoi donner la teneur de ce que sont venus faire ces policiers sur l'île.

De plus, les discours des principaux promoteurs de « Wuambushu » à Mayotte devraient suffire à comprendre qu'il s'agit d'une opération ultra-violente qu'il convient de dénoncer avec force. Ce lundi 24 avril sur le plateau de Mayotte la lère, **Salime Mdéré, premier vice-président du département de Mayotte**, a par exemple été jusqu'à formuler un appel au meurtre en direct contre des jeunes immigrés : « Je refuse de les appeler des gamins, ce sont des délinquants, des terroristes, des voyous. A un moment donné il faut peut-être en tuer... Je pèse mes mots ».

**Le groupe parlementaire LFI dénonce**

## ***L'opération mais garde le silence sur la prise de position de son porte-parole à Mayotte...***

*Le discours du porte-parole insoumis à Mayotte est distinct de la prise de position des députés du groupe parlementaire LFI qui, dans un [communiqué](#), ont dénoncé cette opération pour ce qu'elle est, à savoir une véritable « chasse aux migrants ». Pourtant, ni le groupe parlementaire insoumis ni ses dirigeants ne se sont exprimés depuis pour se désolidariser des propos scandaleux de leur représentant local.*

*Pour autant, le fait qu'une telle position puisse s'exprimer au sein de LFI n'est pas anodin. Celle-ci met en exergue la position de LFI sur le rapport de la France impérialiste avec ses colonies notamment son refus du droit à l'auto-détermination des peuples. Ainsi, bien que dénonçant l'opération, le groupe LFI ne met à aucun moment en exergue le caractère colonial de Wuambushu et ne dénonce la présence des troupes françaises à Mayotte. LFI préfère ainsi « agir sur les causes de l'immigration » tout en pointant « l'immigration illégale importante » parmi les causes de la situation actuelle sur l'île. Une position qui dans son fondement est réactionnaire puisqu'elle maintient in fine l'existence des frontières.*

*A rebours des positions de LFI qui défend in fine le maintien de la France impérialiste et du rapport de domination avec les colonies, la défense du peuple mahorais ne peut être qu'anti-impérialiste. Face à la répression menée par l'État colonial français à Mayotte, il s'agit au contraire de revendiquer le droit à une véritable autodétermination pour l'ensemble des colonies françaises de l'Océan indien, ainsi que la régularisation de tous les sans-papiers et l'ouverture des frontières.*

<https://www.revolutionpermanente.fr/Wuambushu-le-porte-parole-LFI-de-Mayotte-refuse-de-denoncer-l-offensive-et-appelle-a-fermer-les>